

Comment Poutine réécrit l'histoire pour justifier la guerre contre l'Ukraine ?

Robert Belot

Professeur d'histoire contemporaine, Module Jean Monnet HistEuropa, membre du Conseil scientifique de l'UEF-France



« La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité » : on connaît cette célèbre sentence de Rudyard Kipling. Mais il faut y ajouter un complément adjectivé : la vérité « historique » aussi (si tant est qu'elle existe). Vladimir Poutine est passé maître dans l'art de réécrire

l'histoire pour justifier sa politique extérieure. Il s'inscrit dans une longue tradition de chefs d'État bellicistes atteints de *paramnésie*¹. Croit-il à ce qu'on pourrait considérer comme des mensonges ? Croit-il que nous croyions à ses falsifications de l'histoire ? Peut-être. Poutine s'est exprimé sur l'histoire quelques mois avant l'invasion, à l'été 2021². Comme si l'histoire était l'*ultima ratio*. Il a annoncé la couleur, pour qui l'a lu. Mais qui l'a lu et pris au sérieux ? Il a publié un article qui exprime clairement cette vision et qui annonce le coup de force : « Nous ne l'accepterons jamais ».

En lisant la tribune de Poutine, je me suis demandé : en quoi sa vision de l'histoire est-elle originale ? Je veux dire : en quoi il apporterait quelque chose de nouveau par rapport à ce que nous savons déjà ?

S'inscrit-il dans une tradition narrative russe au long cours, incluant (ou pas) la période soviétique ? Les oublis, les mythes, les reconstructions sur l'histoire russo-ukrainienne sont-ils expressifs d'une mémoire collective propre aux Russes ? C'est sur la base de ces questions que je tente ici une esquisse de réponse. Et ce faisant, j'ai pu mesurer une fois de plus la complexité de l'histoire européenne et les difficultés de son avenir. Car ces deux pays sont des pays européens qui appartiennent aussi à notre histoire. Mais leur histoire en tant que « nation » est récente du fait de la dislocation assez récente du monde communiste qui a engendré un *revival* nationaliste alors qu'à l'Ouest nous nous orientons vers un monde post-national.

Un conflit de mémoires

Première remarque générale : Vladimir Poutine est l'héritier d'une longue tradition de narration fautive de l'histoire des relations entre l'Ukraine et la Russie. Il n'est certainement pas « fou ». Quand les magazines ouest-européens faisaient part de leur sidération face à l'invasion russe de l'Ukraine, ils se demandaient ce qu'il y avait « dans la tête » du maître du Kremlin. L'historien répond qu'il y avait peut-être d'abord une vision de l'histoire. Quand, dans certains secteurs de l'opinion française, on se plaisait à expliquer que l'action de Poutine n'était qu'une réplique (somme toute « compréhensible ») aux manœuvres de l'OTAN (des Américains et de l'Union européenne), on ne voulait pas savoir que les acteurs politiques russes (et peut-être le peuple russe) étaient portés par un imaginaire structuré par une vision de l'histoire qui nous est étrangère et que les Ukrainiens récusent. Cette manière indirecte et sournoise de disculpation de Poutine ignore la profondeur de champ dans laquelle s'inscrit l'action

En fait, ce conflit est aussi un conflit de mémoires. Deux lectures historiques s'affrontent.

du gouvernement russe. Nous sommes dans une tradition fort ancienne, qui commence peut-être avec Pierre Le Grand, survit pendant la période soviétique et renaît après l'URSS.

En fait, ce conflit est aussi un *conflit de mémoires*. Deux lectures historiques s'affrontent. Le projet de Poutine vise à disqualifier la manière dont l'Ukraine post-communiste tente de se réapproprier son passé en l'émancipant du récit soviétique de l'histoire. L'Ukraine est dans une démarche de « nation building » qui entend construire une narration historique autochtone. Cette narration n'est d'ailleurs pas sans poser les problèmes que l'on retrouve dans les cas semblables où l'histoire est convoquée à des fins politiques. Le cas de l'Ukraine est spécifique dans la mesure où, son existence en tant qu'État souverain ayant été épisodique et limitée, ce pays, comme le dit l'historien Volodymyr Kravchenko, est « à la recherche de “son âge d'or” et d'un “passé utilisable” qui lui fourniraient un capital symbolique approprié pour son

¹ La paramnésie est un trouble de la mémoire.

² Wladimir Poutine, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », 12 juillet 2021. Ce texte de 14 pages compte 7 323 mots.

processus actuel de construction de la nation et de l'État »³. D'autre part, son histoire lui a été en partie « volée » par la domination/colonisation culturelle soviéto-russe. En témoignent les manuels scolaires et le déficit historiographique du côté de l'Ukraine. Sur cet enjeu, un colloque s'est tenu à Poltava au printemps 1997 dont les actes ont été publiés à Genève en 2000, c'est-à-dire avant l'avènement de Poutine. C'est la première tentative visant à faire la lumière en toute indépendance sur l'histoire ukrainienne dans ses rapports avec la Russie.

Il convient de reconnaître que la mémoire de l'Ukraine fut longtemps « confisquée sinon occultée » mais il faut aussi ne pas méconnaître que cette opération de réappropriation mémoriale est « imparfaite » : « Cherchant à acter une séparation définitive avec la Russie et valoriser la résistance séculaire d'une nation, l'Ukraine s'est ainsi emparée de figures et symboles forts propres à son histoire tourmentée. Si elles sont considérées comme héroïques, certaines figures n'en restent pas moins polémiques⁴. » Cette quête des origines pré-russes et la tentative pour créer une nouvelle mythologie nationale se retrouvent, par exemple, dans le geste du président ukrainien Volodymyr Zelenskyy décernant au président du Comité International Olympique Thomas Bach, le 11 septembre 2021, l'Ordre du Prince Yaroslav le Sage. Arrivé au pouvoir grâce aux Polonais, Yaroslav le Sage (1019-1054) règne au moment où l'État kiévien atteint son acmé. Son surnom est tout un programme : « Father-in-Law of Europe⁵ » ! En 2008, les téléspectateurs d'une émission télévisée ukrainienne populaire votent pour le consacrer « plus grand Ukrainien de tous les temps », et deux ans après, un film raconte ses exploits. Dans ce cas, il s'agit d'offrir une narration destinée à ne pas figer (comme le fait Poutine) l'histoire de l'Ukraine autour de l'année 1654 (traité de Pereiaslav) qui marque le début du processus de soumission au pouvoir russe de l'État de Kiev⁶. Mais d'autres emprunts sont plus problématiques. Certains « ré-usages » du passé provoquent des polémiques. Ils alimentent le discours poutinien sur la

Tous les nationalismes échafaudent des récits qui racontent un mythe fondateur où l'histoire se trouve bricolée et arrangée. Tous les nationalismes, d'hier et d'aujourd'hui, sacrifient à « l'idole des origines ».

« nazification » de l'Ukraine et sur la nécessité de « dénazifier » son histoire.

Tous les nationalismes échafaudent des récits qui racontent un mythe fondateur où l'histoire se trouve bricolée et arrangée. Tous les nationalismes, d'hier et d'aujourd'hui, sacrifient à « l'idole des origines », pour reprendre la juste expression de Marc Bloch dans *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Au

³ Volodymyr Kravchenko, « Fighting Soviet Myths: The Ukrainian Experience », *Harvard Ukrainian Studies*, 34 (1/4), 2015, p. 447-484.

⁴ Bertrand de Franqueville & Adrien Nonjon, « Mémoire et sentiment national en Ukraine », *La vie des idées*, 17 mai 2022 : laviedesidees.fr.

⁵ James S. Olson (ed.), *An ethnohistorical dictionary of the Russian and Soviet empires*, London, Greenwood Press, 1994, p. 676.

⁶ Mais il faut reconnaître qu'il s'agissait d'obtenir une protection contre les Polonais qui, alors, menaient une politique expansionniste.

cœur du nationalisme pan-russe, incarné aujourd'hui par Poutine, il y a le mythe ancien de la « Nation russe trinitaire » qui fut constitué par le métropolite et archevêque Théophane Prokopovitch (1681-1736), professeur à l'Académie Kiev-Mohyla. Il fut le conseiller de Pierre le Grand, qui s'était attribué le titre de « tsar de la Grande, de la Petite et de la Blanche Rous' ». C'est ce mythe historique que Poutine ressuscite afin de fonder pour la Russie une sorte de « droit » multiséculaire de posséder l'Ukraine⁷. Pour comprendre les enjeux de la relation Russie/Ukraine, il faut adopter un regard sur le long terme, comme l'explique le meilleur historien du sujet, Serhii Plokhy : Au moins trois processus parallèles ancrés dans le passé se déroulent actuellement en Ukraine :

« Les tentatives de la Russie de rétablir son contrôle politique, économique et militaire sur l'ancien espace impérial acquis par Moscou depuis le milieu du XVII^e siècle ; la formation d'identités nationales modernes, qui concerne à la fois les Russes et les Ukrainiens (ces derniers étant souvent divisés selon des lignes régionales) ; et la lutte autour de lignes de fracture historiques et culturelles qui permettent aux participants au conflit de l'imaginer comme un concours entre l'Est et l'Ouest, l'Europe et le monde russe⁸. »

Le mythe fondateur du contre-récit russe : « le peuple trinitaire »

Dans cet article, le chef du Kremlin propose un contre-récit de l'histoire de la relation Ukraine-Russie, qui intègre tant la Russie tsariste que la période soviétique et post-soviétique.

Le cœur de la narration de la Russie officielle d'aujourd'hui repose sur un présupposé présenté par Poutine comme historiquement indiscutable : il y a « unité historique des Russes et des Ukrainiens ». Pour résumer : Ukrainiens et Russes ne forment qu'un « seul et même peuple » dont l'éloignement s'explique seulement par la stratégie américaine et, au-delà, occidentale et donc européenne, « d'entraîner petit à petit, l'Ukraine dans un jeu géopolitique dangereux visant à faire de ce territoire une barrière entre l'Europe et la Russie ». L'Occident, « ces dernières années », aurait construit un « mur » entre les deux pays qui, soutient-il, formaient « un espace historique et spirituel de fait partagé ». Pour Poutine, ce mur est « un grand malheur commun », « une tragédie ». Car pour lui, comme il l'écrit, l'axiome selon lequel « l'Ukraine n'est pas la Russie » est une invention des Occidentaux, une manipulation. C'est cet axiome qu'il entend déconstruire. Sa mission se veut donc

⁷ Sur l'histoire de ce mythe et ses manipulations historiques, voir : Denis Eckert, « D'où vient l'idée que Russes et Ukrainiens forment un seul peuple ? », *Mondes sociaux*, publié le 04/04/2022, <https://sms.hypotheses.org/29931>. Denis Eckert est le traducteur (de l'allemand) d'un livre fondamental : Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours*, CNRS éditions, 2022.

⁸ Serhii Plokhy, *The Gates of Europe: A History of Ukraine*, Basic Books, 2015-2021, p. 359. C'est moi qui traduis.

historique et messianique : elle vise à reconstituer l'unité, certifiée par l'histoire, des deux peuples.

Les chercheurs (majoritairement ukrainiens) réunis lors du colloque de Poltava (1997) ont considéré que cette théorie relevait d'abord du mythe : « Les manuels soviétiques "canoniques" ont impudemment falsifié l'histoire : on peut mentionner ici, et la "théorie" entièrement fautive de l'existence antérieure d'une nation unie composée de Russes, d'Ukrainiens et de Biélorusses, et la totale omission de la famine des années 1932-33, ainsi que la falsification de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (pas un mot sur l'armée ukrainienne rebelle, ni sur les millions d'Ukrainiens en captivité)⁹. »

Cette unité, ce serait l'ancienne Rous'¹⁰, à lire Poutine :

« Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont les héritiers de l'ancienne Rous' qui a été le plus grand pays d'Europe. Sur un immense espace – du lac Ladoga, Novgorod, Pskov jusqu'à Kiev et Tchernigov – les tribus slaves et autres étaient unies par la même langue (nous l'appelons aujourd'hui le vieux russe), des liens économiques et le pouvoir des Princes des Riourikides. »

Ce n'était pas seulement un espace politique : c'était aussi, selon lui, un espace religieux : « Et puis, par le baptême de la Russie, unie par la foi orthodoxe. Le choix spirituel de saint Vladimir, qui était à la fois prince de Novgorod et grand prince de Kiev, détermine aujourd'hui encore dans une grande mesure notre parenté. » Le prénom de Poutine renvoie certainement à saint Vladimir. Poutine a une mission historique à remplir, il a aussi une mission spirituelle à accomplir. Il peut compter sur le soutien du patriarche de Moscou, Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaïev, ancien membre du KGB lui aussi. C'est la source de ses attaques contre l'Occident « décadent » et déchristianisé.

Ce discours oublie que l'État (ou principauté) de Kiev a été formé au X^e siècle par les Varègues, dynastie originaire de Scandinavie. Vladimir 1^{er} (956-1015), grand-prince de Kiev est issu de cette dynastie. Par son baptême, en 988, il convertit en effet cette région au christianisme. Mais il s'agissait d'abord d'un acte diplomatique par lequel Kiev voulait se rapprocher de l'Empire byzantin (l'empire romain d'Orient, IV^e-XV^e siècles) pour des raisons politico-militaires. C'est pourquoi Vladimir 1^{er} épouse Anna Porphyrogénète, sœur de Basile II, l'empereur byzantin.

Une autre omission dans le récit de Poutine : l'importance du catholicisme apporté, au XIII^e siècle, par la Pologne et la Lituanie dans ce processus d'émergence de l'ancienne Rous'.

⁹ Leonid Finberg, « Rapports entre Ukrainiens et Juifs : comment la mythologie remplace la réalité », *Ukraine, renaissance d'un mythe national*, Actes du colloque de Poltava publiés sous la direction de Georges Nivat, Vilen Horsky et Miroslav Popovitch, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2000, p. 148.

¹⁰ Le terme Rous' (au temps de la Rous kiévienne) désignait : la Rous' en tant que telle (les territoires de Kiev et de



Une autre omission dans le récit de Poutine : l'importance du catholicisme apporté, au XIII^e siècle, par la Pologne et la Lituanie dans ce processus d'émergence de l'ancienne Rous'. En effet, l'entité géopolitique dite des « Deux Nations », qui a existé jusqu'en 1795, est née d'un traité signé le 1^{er} juillet 1569 qui consacre l'union du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie, union qui absorbe l'Ukraine occidentale¹¹. On sait trop peu que l'Ukraine a été liée plus longtemps à la Pologne qu'à la Russie. Les traditions politiques ukrainiennes sont largement issues de la domination de la Lituanie et de la Pologne. À partir de 1795, les terres ukrainiennes se répartissent entre l'empire russe et l'empire autrichien, mais les Autrichiens préservent l'autonomie et la culture de la Galicie (jusqu'en 1918), de la Bukovine et de la Ruthénie

Boyar Buturlin recevant un serment de loyauté au Tsar de Russie de la part de Bogdan Khmelnytsky
Source : Wikipédia

transcarpatique. C'est ce qui explique pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, ces régions ukrainiennes ne se reconnaissent pas comme procédant de l'esprit russe et cultivent leurs différences culturelles et religieuses.

Certains chercheurs pensent que c'est peut-être à tort que les chercheurs occidentaux utilisent l'expression « Russie kiévienne », qui « conforte l'identification de ses habitants avec les Russes » ; ce qu'on appelle l'État de Kiev était plutôt une « fédération de territoires et de duchés proto-ukrainiens, proto-biélorusses et proto-russes »¹². Il faut également savoir que le nom d'Ukraine a été utilisé tardivement, à partir du milieu du XIX^e siècle seulement, ce qui ne facilite pas l'affirmation d'une identité ukrainienne se différenciant de la Russie.

Dans la psyché russe, sur laquelle Poutine tend son miroir, le traité de Pereïaslav (1654) se présente comme une borne fondatrice. Par ce traité, l'hetman Bogdan Khmelnytsky (chef des armées de l'ancienne république de Pologne et du grand-duché de Lituanie) se place sous la protection du tsar de Moscou pour se libérer de la tutelle polono-lithuanienne, ce qui engendra une guerre. À Kiev,

Tchernigov) ; le terme « toute la Rous » se rapportait aux territoires qui dépendaient du pouvoir (plus ou moins réel) des princes de Kiev.

¹¹ Et qui d'ailleurs se traduit par le retour au servage (à rebours de ce qui, à l'époque, s'observe dans la chrétienté occidentale).

¹² Chantal Delsol, Michel Maslowski, Joanna Nowicki, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, PUF, 2002, p. 489.

« les habitants ont prêté serment au tsar russe », précise Poutine. Désormais la population non cosaque de l'Ukraine orientale dépend de l'administration russe et le clergé ukrainien du patriarcat de Moscou. Telle serait l'origine de l'inexistence politique de l'Ukraine mais aussi de la ligne de partage entre le catholicisme et l'orthodoxie, l'Ouest et l'Est. L'acte de naissance de l'Ukraine, ce serait l'allégeance à l'égard de la Russie et son émancipation de l'influence polonaise. La guerre contre les Polonais se termine en 1667, et en 1686 le « traité de Paix éternelle » attribue à l'État russe la rive orientale du Dniepr, de Kiev à Smolensk. La Russie devient dès lors la puissance dominante. Et, comme l'écrit Poutine, « la région reçut le nom de Malaya Rous' ou Malorossia », c'est-à-dire « Petite Russie ». Dans cette logique, la Russie est considérée comme le noyau dur de la génétique ukrainienne, alors qu'elle n'en est au départ qu'une composante.

Au cœur de la vision historico-politique de Poutine, on trouve donc le mythe du « peuple trinitaire ». Il explique : « C'est la politique nationale soviétique qui a pérennisé au niveau de l'État trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien et biélorusse) au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses. » Ce faisant, il oublie que les Bolcheviques avaient d'abord rejeté le mythe national conservateur de la « Nation russe trinitaire ». Le stalinisme reprendra l'idéologie du « berceau commun », à laquelle les historiens soviétiques ne peuvent qu'apporter leur caution. À suivre cette tradition largement inventée, l'Ukraine ne peut s'émanciper de cet héritage qui constitue son ontologie et qui garantit son unité, sauf à se mettre en danger et à se perdre elle-même.

La négation de la tradition de la politique culturicide de la Russie à l'égard de l'Ukraine

À cette vision irénique d'une Russie pacificatrice et bienfaitrice, apportant l'unité, la spiritualité et le progrès, on pourrait opposer une autre histoire : celle de la dynastie des Romanov qui, en 300 ans, dompta la Pologne et la Lituanie, conduisit la Suède à résipiscence, infligea une humiliation à la Grande Armée napoléonienne, détruisit l'identité ukrainienne, soumit la Crimée, sans parler de la Sibérie et de la Chine. On pourrait également proposer une grille de lecture qui montrerait le processus de colonisation, d'exploitation et de subordination dont l'Ukraine a été victime. L'Holodomor, dont je vais parler un peu plus loin, est le témoignage le plus violent et le plus tragique de la colonisation économique et agricole.

Dans ce processus de récupération de son histoire, l'Ukraine met en valeur une figure de la renaissance de la culture ukrainienne : le peintre et poète Taras Chevtchenko (1814-1861).



344. ПОПРЕТ О. О. ВИНА.
О.ш.а. [1840—1844]

Portrait de Taras Chevtchenko, source : Wikimedia Commons

Mais on pourrait mettre le projecteur sur un aspect moins connu : la négation de l'identité religieuse. Il s'agit de l'Église uniata, une communauté religieuse fondée au synode de Brest-Litovsk en 1596. Le métropolite orthodoxe de Kiev et une partie du clergé ukrainien reconnaissent l'autorité du pape. Ainsi naît l'Église gréco-catholique ukrainienne. Tout en reconnaissant l'autorité du pape, elle conserve le rite oriental, les offices en slavon, ainsi que le droit canon et des coutumes orthodoxes propres. Combattue par les Cosaques dès le XVII^e siècle, elle interdite en 1839 par l'administration tsariste. Entre 1875 et 1905, elle fait l'objet d'une répression systématique.

Tolérée en Galicie autrichienne, elle s'affirme dans la nouvelle Pologne, où elle se présente comme la seule organisation non-violente capable de faire face à une polonisation systématique. Dès 1920, après la révolution bolchevique, elle est à nouveau réprimée dans l'Ukraine soviétique, avant d'être proscrite de 1946 à 1991. Le métropolite, Josif Slipy, fut arrêté en 1946 pour « trahison » et enfermé dans un goulag, jusqu'en 1963.

On pourrait parler d'une politique de « déculturation » répressive conduite en Ukraine par les tsars et leurs successeurs soviétiques (c'est pourquoi, soit dit en passant, l'URSS célébrera avec faste, en 1954, le 300^e anniversaire du traité de Pereïaslav). Pierre le Grand (1672-1725) interdit la langue ukrainienne et Catherine II (1729-1796), après un partage de la Pologne, procède à l'absorption de nouveaux

territoires ukrainiens. Elle conduit, comme l'écrit l'historien américain James S. Olson, une « politique de russification, d'oppression culturelle et nationale, d'exploitation économique¹³ ». Poutine ne dit mot de cette politique, que les historiens ont parfaitement documentée. Il assume donc, implicitement, cet héritage car il prétend s'inscrire dans une continuité « historique », dans le temps long. C'est pourquoi il discrédite les efforts faits par l'Ukraine pour se réapproprier son histoire, et quand bien même cette histoire est problématique sur certains points. Poutine associe le renouveau du sentiment national ukrainien au « nazisme » et à l'extrême droite. Et ce, particulièrement, depuis la Révolution « Orange » de 2004, qui a vu ressurgir le thème nationaliste comme élément d'affirmation identitaire. C'est sur cette base que s'élabore l'énorme supercherie intellectuelle et morale que constitue la justification de cette guerre : la Russie fait la guerre à l'Ukraine pour la « dénazifier ».

Dans ce processus de récupération de son histoire, l'Ukraine met en valeur une figure de la renaissance de la culture ukrainienne : le peintre et poète Taras Chevtchenko (1814-1861). Il forma le projet de créer un alphabet ukrainien, ce qui lui valut de vivre en prison et en exil¹⁴. Largement méconnu en France et ailleurs, Chevtchenko, qui dénonça la politique d'asservissement de l'empire russe, est devenu dans l'Ukraine attaquée le symbole de la Résistance culturelle. Deux ans après sa mort, une circulaire du gouvernement russe édicte : « Il n'y a jamais eu, il n'y a pas, et il ne peut y avoir aucune langue petite-russienne particulière. » Pourtant, les spécialistes établissent que « même si toutes les langues slaves sont très proches, sur certains points, l'ukrainien se rapproche ainsi plus du polonais que du russe », l'ukrainien ne pouvant être réduit à un dialecte du russe¹⁵. Cette politique répressive s'exprime parfaitement dans « l'oukaze d'Ems », sur la base d'un mémorandum accusant les Ukrainiens de vouloir vivre dans une Ukraine libre « sous la forme d'une république dirigée par un hetman ». Alexandre II (1818-1881) interdit d'imprimer des ouvrages en ukrainien, d'importer des livres ukrainiens sur le

Contre cette politique tsariste assimilationniste, des Ukrainiens vont se révolter et militer pour le respect de leur culture. Mais cela est mis de côté par Poutine pour deux raisons : pour lui, toute revendication nationale relève du nationalisme et donc du « nazisme » ; tout ce qui ne va pas dans le sens du mythe de l'unité fusionnelle entre les deux pays est éliminé.

territoire de l'Empire russe, la création d'œuvres originales en ukrainien et la traduction en ukrainien de textes en langues étrangères. Cet interdit restera en vigueur jusqu'à la révolution de 1905¹⁶. Poutine mentionne Chevtchenko dans son article, mais c'est pour signaler que, si ses poèmes sont écrits principalement en ukrainien, « sa prose l'est essentiellement en russe », ce qui fait qu'il est un élément de « notre patrimoine littéraire et culturel commun ». Une façon de dénier la place symbolique qu'il occupe dans l'imaginaire identitaire ukrainien et, surtout, d'alimenter le mythe de l'unité trinitaire.

¹³ James S. Olson, *op. cit.*, p. 680.

¹⁴ L'évangélisation de la Rous' de Kiev s'est faite par le moine Cyrille qui a traduit les textes religieux byzantins en slavon et introduit l'alphabet cyrillique.

¹⁵ Iaroslav Lebedynsky, « La Russie a entretenu le mythe de l'inexistence de l'Ukraine », *Science et Vie*, 24 février 2023.

Contre cette politique tsariste assimilationniste, des Ukrainiens vont se révolter et militer pour le respect de leur culture. Mais cela est mis de côté par Poutine pour deux raisons : pour lui, toute revendication nationale relève du nationalisme et donc du « nazisme » ; tout ce qui ne va pas dans le sens du mythe de l'unité fusionnelle entre les deux pays est éliminé. Il considère que cette politique doit être interprétée à la lueur du « contexte historique » qui démontrerait que les revendications nationales de l'Ukraine ne seraient que l'effet de manipulations géopolitiques des ennemis de la Russie, un « outil de rivalité entre les pays européens ». Dans cette entreprise de déstabilisation, il voit l'ombre du « mouvement national polonais », d'abord, des « autorités austro-hongroises », ensuite.

L'oubli de l'histoire polono-autrichienne de l'Ukraine

Cette grille d'interprétation permet de faire l'impasse sur l'importance de l'Autriche dans la formation culturelle de l'Ukraine. Il s'agit d'éviter de reconnaître que la partie ouest de ce pays a été influencée par une autre histoire. Cette histoire témoigne d'une géopolitique qui situe l'Ukraine dans l'espace d'une « Europe médiane », comme point de contact entre l'Europe centrale et l'Europe orientale. Elle rappelle qu'il y a une ligne de partage civilisationnelle entre l'Ouest et l'Est de l'Ukraine. On sait que, par suite de la politique de déculturation tsariste, les lettrés et intellectuels ukrainiens ont trouvé refuge en Autriche-Hongrie (université de Lviv ou Lemberg, en Ruthénie). C'est dans la partie occidentale de l'Ukraine que s'est exprimé le plus clairement la revendication de l'autochtonie culturelle ukrainienne. Poutine mentionne négativement l'influence autrichienne. À trois reprises.

D'abord, pendant la Première Guerre mondiale, quand Vienne a contribué à la formation de la Légion ukrainienne des tirailleurs de la Sietch (cosaques) : « Les habitants de la Galicie qui étaient soupçonnés de sympathie envers la religion orthodoxe et la Russie devenaient la cible d'une répression brutale et étaient jetés dans les camps de concentration de Thalerhof et Terezín¹⁷ ». Mais c'est révéler la complexité de l'histoire ukrainienne et de sa culture, qui ne sont pas réductibles à l'espace russe. Loin de là : on pourrait même affirmer que c'est la Russie qui est la « petite sœur » de l'Ukraine, et non l'inverse.

Ensuite, en évoquant un épisode de l'histoire peu connu qui révèle la stratégie d'influence germano-autrichienne sur l'Ukraine. En avril 1917, le Congrès national ukrainien proclame : « Nous appelons Ukraine le territoire habité par notre peuple ukrainien ». En pleine révolution bolchevique, le parlement ukrainien (« Rada ») de Kiev annonce la création d'un État autonome (mais non séparé de la Russie) : la « République nationale d'Ukraine ». De leur côté, les

<https://www.science-et-vie.com/article-magazine/la-russie-a-entretenu-le-mythe-de-linexistence-de-lukraine>

¹⁶ Après la première révolution russe, en 1905, Nicolas II publie un manifeste promettant de respecter les nationalités.

¹⁷ Theresienstadt.

bolcheviques proclament à Kharkov la « République soviétique d'Ukraine » (novembre 1917). La Rada riposte en déclarant l'indépendance de l'Ukraine (janvier 1918), mais les troupes bolcheviques occupent les grandes villes du pays. C'est à ce moment que la Pologne fait son retour historique : le maréchal Józef Pilsudski, chef du nouvel État polonais, veut combattre les Russes et arrive jusqu'à Kiev, en juillet 1920. Mais l'Armée rouge se ressaisit et lance une victorieuse contre-offensive. Reconnue par la Pologne (qui récupère les régions occidentales de l'ancien Empire russe) au traité de Riga (mars 1921), la République soviétique d'Ukraine adhère à l'Union soviétique en tant que république fédérée en décembre 1922. On sait que les délégués de la « République nationale d'Ukraine » se sont rendus à Brest-Litovsk où se déroulaient les négociations entre la nouvelle Russie bolchevique (qui voulait mettre fin à la participation à la guerre), l'Allemagne et l'Autriche. Selon le récit poutinien, ces deux pays ont accordé leur soutien uniquement en raison de leurs besoins en céréales et ils ont mis en place une véritable « occupation » de l'Ukraine¹⁸.

La troisième ligne d'attaque contre l'Autriche et la Pologne concerne une contre-narration historique venant de ces pays qui, précisément, remet en cause le mythe trinitaire et valorise l'apport de ces deux pays au développement de l'Ukraine. Sans préciser de qui il s'agit, Poutine stigmatise « des idéologues polonais et autrichiens » qui divulguent « d'anciennes théories sur la création de la Russie anti-Moscou ». Poutine prétend que « la République des Deux Nations n'a jamais eu besoin de la culture ukrainienne, encore moins de l'autonomie cosaque¹⁹ ». Concernant l'Autriche-Hongrie, Poutine soutient la thèse selon laquelle les « terres historiques russes » ont été « impitoyablement exploitées et sont restées les plus pauvres ». Quant à l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale, sa politique (servie, précise-t-il, par « des collaborateurs originaires de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne ») a consisté à transformer l'Ukraine en espaces « de vie et d'esclaves pour les maîtres aryens ». Ce qui n'est pas faux. Conclusion de Poutine : cette instabilité politique entretenue par la Pologne et le monde germanique démontre que seule une union avec la Russie (soviétique ou non) permet à l'Ukraine d'être viable et en sécurité.

¹⁸ Ils iront jusqu'à renverser la Rada pour mettre en place l'hetman Pavlo Skoropadsky à la tête d'un « État ukrainien placé en fait sous protectorat allemand ».

¹⁹ Les « Cosaques Zaporogues » sont des paysans ukrainiens qui migrèrent vers le Sud, au XIV^e siècle, pour éviter l'asservissement des Polonais. C'est une expression qui signifie : « hommes libres d'au-delà des rapides » (Dniepr).

Poutine dénazificateur et pourfendeur de la « bandérisation » de la mémoire ukrainienne

Il faut noter qu'en brandissant le « nazisme » comme étendard, Poutine enferme l'Allemagne dans son passé nazi. C'est aussi une manière d'oublier les relations économiques et militaires qui ont tissé un lien fort entre l'Allemagne et la Russie, du traité de Rapallo (1922) au gazoduc Nord Stream 2 en passant par l'Ostpolitik de Willy-Brandt à partir des années 1970²⁰. Ce lien ne sera plus jamais ce qu'il a été en raison de cette guerre d'agression.

Après l'invasion de la région (Volhynie) par l'Allemagne hitlérienne, en juin 1941, dans le cadre de l'opération Barbarossa, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne combat aux côtés des Allemands, puis contre eux.

Son objectif vise à délégitimer le projet européen en convoquant les années noires de l'histoire. Ce qui est supposé avoir deux effets : d'abord, rappeler que la Russie (soviétique), lors du deuxième conflit mondial, était dans le bon camp ; ensuite, couvrir moralement l'action violente à venir (nous sommes en juillet 2021) par la rhétorique anti-nazie. L'accusation de « nazisme » portée contre l'Ukraine d'aujourd'hui apparaît comme le trait le plus grossier de la propagande poutinienne et elle témoigne de l'utilisation aussi fautive que caricaturale de l'histoire. Au cœur de l'argumentaire antinazi se trouve la figure de Stepan Bandera, considéré comme l'un des principaux Ukrainiens pro-nazis. Voici ce qu'en dit Poutine : « Bandera, qui a collaboré avec les nazis, est mis au rang des héros nationaux. Les autorités ukrainiennes font tout pour effacer de la mémoire des jeunes générations les noms des vrais patriotes et vainqueurs, dont l'Ukraine a toujours été fière. »

En ligne de mire, la décision prise par la ville de Kiev, en 2016, de rebaptiser l'avenue de Moscou en « avenue Stepan Bandera », dans la foulée des « lois de décommunisation » adoptées en 2015 : l'Ukraine élimine les symboles liés à un passé commun avec l'Union soviétique, mais aussi avec la Russie. Le surgissement de Bandera dans l'espace public du « peuple frère » et la réappropriation de sa mémoire collective nationale par l'Ukraine sont pour Poutine une provocation inacceptable. Comment ne pas dire aussi qu'elle a surpris aussi en Europe, Bandera n'étant certainement pas la figure la plus digne d'intérêt et propice au consensus ! Et ce n'est pas parce que Poutine se plaît à utiliser l'histoire contre l'Ukraine que l'historien doit s'abstenir de reconnaître que l'Ukraine a encore des progrès importants à faire pour regarder lucidement son histoire. Je pense notamment à la manière dont une partie du peuple et des élites d'Ukraine ont accueilli les nazis²¹, co-géré l'occupation, mais je pense aussi à l'absence de

²⁰ « Stefan Kreuzberger, historien : *En envoyant des chars Leopard 2 à l'Ukraine, les Allemands montrent qu'ils ont tiré les leçons de leur histoire* », *Le Monde*, 4-5 juin 2023.

²¹ Timothy Snyder, *Terres de sang : l'Europe entre Staline et Hitler*, Gallimard, Paris, 2012.

mémorialisation de la Shoah²². Un spécialiste note en 2000 : « Il ne se trouve personne pour reconnaître fût-ce une seule faute du passé »²³.

Un élément de contexte est à prendre en compte : fin 1939, à la suite du pacte germano-soviétique, l'URSS annexe une partie de l'Ukraine occidentale qui avait été attribuée à la Pologne par le traité de Riga (mars 1921). Il n'empêche qu'on ne saurait oublier que les nationalistes ukrainiens ont accueilli l'armée allemande comme une armée de libération car on pensait qu'elle pouvait soustraire l'Ukraine du joug soviétique. Là est la complexité mémorielle de l'Ukraine. En témoigne un exemple que Poutine ne cite pas : l'histoire de la Volhynie, au Nord-Ouest de l'Ukraine, une région importante de la Rous' de Kiev des origines, intégrée à la Pologne en 1921, puis annexée par l'Union soviétique à la faveur du pacte germano-soviétique pour devenir une subdivision de la république socialiste soviétique d'Ukraine. Après l'invasion de la région par l'Allemagne hitlérienne, en juin 1941, dans le cadre de l'opération Barbarossa, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne combat aux côtés des Allemands, puis contre eux. Là aussi, des Volhyniens participent à l'extermination des juifs. Les « nationalistes » (appelés aussi « résistants ukrainiens ») combattront aussi contre les Soviétiques jusqu'en 1954 et subiront une répression très dure. Cette histoire fait que la Volhynie soutiendra la révolution « orange » en 2004.

Voilà pourquoi le discours poutinien associe les nationalistes au nazisme en mélangeant les époques et les contextes, et surtout en faisant l'impasse sur le XIX^e siècle. Car c'est à ce moment que prend forme la seconde renaissance nationale (politique et culturelle) promue par les intellectuels ukrainiens. On l'a vu avec le poète Taras Chevtchenko. On pourrait également citer Drahomanov Mykhailo Petrovytch (1841-1895), grand penseur ukrainien cosmopolite et anti-clérical, élève de Proudhon. Cet historien et écrivain, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Kiev, a été révoqué en 1864 et émigra à Genève en 1876. En 1878-81, il publie *Hromada* (Communauté), première revue politique ukrainienne. Son programme promeut « le fédéralisme en politique, la liberté individuelle dans le domaine social, et le socialisme en économie ». Il ne surprendra pas que celui qu'on considère aujourd'hui comme le fondateur du nouveau nationalisme ukrainien ne soit même pas mentionné par Poutine.

Pour la deuxième période, c'est plus compliqué. Parmi les figures nationalistes, on trouve Stepan Bandera (1909-1959), leader de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Comme d'autres, il cherche à collaborer avec les nazis pour lutter contre l'Union soviétique. Il n'est peut-être pas « nazi » mais son nationalisme est tout sauf recommandable. Écoutons l'historienne Sabine Dullin : « C'est effectivement quelqu'un qui a une vision très ethnique du nationalisme ukrainien. Il rêvait d'un territoire national débarrassé des Juifs, des Polonais et des Russes²⁴. » Mais les nationalistes comprirent vite que les Allemands (qui ont financé leur

mouvement) n'avaient aucunement l'intention d'aider à l'émergence d'une Ukraine indépendante. Bandera est emprisonné de 1941 à 1944 dans un camp de concentration allemand après avoir tenté de mettre en place un gouvernement ukrainien indépendant. Notons qu'il sera empoisonné par un agent du KGB en 1959 à Munich. Il faut noter que Bandera est né le 1^{er} janvier 1909 dans la province de Kalouch, en Galicie, dans l'Est de l'Empire austro-hongrois. Poutine brandit Bandera pour laisser à penser que l'Ukraine officielle n'a rien appris de l'histoire et qu'elle retrouve ses vieux démons nationalistes. Il faut la sauver, contre son gré. Il faut lui redonner le sens de l'histoire, par la violence.

Contre la mémoire noire qu'incarne Bandera, Poutine oppose des figures ukrainiennes qui se sont distinguées pendant la « grande guerre patriotique » et que l'Ukraine d'aujourd'hui semble avoir oubliées :

« Pour les Ukrainiens qui ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge, dans des détachements de partisans, la Grande Guerre Patriotique était précisément patriotique, car ils défendaient leur foyer, leur grande patrie commune. Plus de 2 000 sont devenus des héros de l'Union soviétique. Parmi eux se trouvent Ivan Kojedoub, pilote légendaire, Lioudmila Pavlitchenko, tireuse d'élite intrépide, ainsi que le défenseur d'Odessa et de Sébastopol Sidor Kovpak, brave commandant partisan. Cette génération inflexible s'est battue, a donné sa vie pour notre avenir, pour nous. Oublier leur exploit, c'est trahir nos grands-pères, mères et pères. »

Faisant se télescoper l'histoire ancienne et l'histoire immédiate, le chef du Kremlin n'hésite pas à considérer que le gouvernement ukrainien conduit une politique d'« assimilation forcée et violente » négatrice de leur identité à l'égard des Russes d'Ukraine et du Donbass : « Et le plus répugnant, c'est que les Russes en Ukraine sont contraints non seulement de renoncer à leurs racines, aux générations ancestrales, mais aussi à croire que la Russie serait leur ennemie. » L'accusation de « nazisme » concerne également cette politique « ethnique » : « Il ne serait pas exagéré de dire que cette course à une assimilation violente, vers la formation d'un État ukrainien ethniquement pur, agressif envers la Russie, est comparable dans ses conséquences à l'utilisation d'armes de destruction massive contre nous. »

On comprend pourquoi le gouvernement russe a tenté d'instrumentaliser l'ONU en 2017. Il s'agissait de faire voter un projet de résolution sur la « lutte contre la glorification du nazisme ». Un projet qui a opposé les États-Unis et la Fédération de Russie. Poutine explique dans son article : « Je

Car sa vision instrumentale de l'histoire le conduit à rejeter le concept de totalitarisme, englobant le phénomène nazi et soviétique.

²² John-Paul Himka, « Obstacles to the Integration of the Holocaust into Post-Communist East European Historical Narratives », *Canadian Slavonic Papers*, 50 (3-4), 2008, p. 359-72.

²³ Miroslav Popovitch, « La mythologie dans la conscience collective de l'Ukraine postcommuniste », *Ukraine, renaissance*

d'un mythe national, op. cit., p. 73. M. Popovitch était président de l'Institut de philosophie d'Ukraine.

²⁴ Sabine Dullin, *L'Ironie du destin, une histoire des Russes et de leur empire*, Payot, 2021.

pense qu'il est également naturel que les représentants de l'Ukraine votent encore et encore contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la glorification du nazisme. » Ne pas voter cette résolution, c'était se déclarer favorable au nazisme, dans la logique poutinienne. C'était un piège grossier tendu à la fois aux États-Unis et à l'Ukraine, laquelle pouvait difficilement, compte tenu des circonstances, s'associer au gouvernement russe. La proposition a finalement été adoptée par 125 voix pour, 2 voix contre (États-Unis et Ukraine) et 51 abstentions. La guerre symbolique était lancée sur la base d'une exploitation politique de l'histoire, l'autre grande victime de ce drame.

C'était aussi pour Poutine une manière de jeter un voile sur les sources impures du nationalisme russe antidémocratique en plein essor. C'est aussi un leurre qui dissimule la volonté de Poutine de blanchir la dimension totalitaire de l'histoire soviétique. Car sa vision instrumentale de l'histoire le conduit à rejeter le concept de *totalitarisme*, englobant le phénomène nazi et soviétique. Quelques semaines avant l'attaque de l'Ukraine, le 28 décembre 2021, la Cour suprême de Russie a prononcé la dissolution de l'association « Memorial ». Cette ONG, fondée en 1989 avec l'appui du physicien Andreï Sakharov, avait pour mission la défense des droits humains et la préservation de la mémoire des victimes du totalitarisme. Son siège est désormais à Genève²⁵. Il faut savoir que depuis 2009, une commission officielle a été mise en place dont l'objectif est la « lutte contre la falsification des faits et des événements historiques dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie ». C'est clairement une mise au pas des historiens et une mise sous tutelle de l'histoire.

Les élites ukrainiennes seraient-elles coupables de « déni » historique et moral ?

L'article de Poutine vise à culpabiliser l'Ukraine à partir de l'idée selon laquelle l'Ukraine nierait le passé de la relation russo-ukrainienne ou lui serait infidèle :

« Les élites ukrainiennes ont décidé de justifier l'indépendance de leur pays en niant son passé, à l'exception toutefois de la question des frontières. Ils ont commencé à mythifier et à réécrire l'Histoire, à effacer tout ce qui nous unit, à décrire en tant qu'occupation la période que l'Ukraine a passée dans l'Empire russe et dans l'URSS. »

C'est donc l'Ukraine qui trahirait l'histoire commune aux deux peuples, comme si l'histoire ne pouvait être écrite par les

Ukrainiens en dehors du grand récit russe, comme si l'Ukraine n'avait jamais existé sans la Russie. Les Russes utilisent l'histoire comme une arme de culpabilisation et de négation de l'histoire ukrainienne. Poutine prend pour exemple le Holodomor : « La tragédie commune de la collectivisation, de la famine du début des années 1930, est présentée comme un génocide du peuple ukrainien. » Il reprend à son compte la narration soviétique de déni sur ce drame. Il faut dire qu'il y a une tradition de cécité sur ce cas, de Édouard Herriot (qui de retour de ce pays parle de « pseudo-famine » et ne veut voir que la « prospérité » du « jardin ukrainien »²⁶) à Walter Duranty (journaliste américain, prix Pulitzer 1932, qui ne voyait qu'un effet de « propagande malhonnête »), en passant par Soljenitsyne pour qui ce « génocide » n'était qu'une « fable insensée ». Une fable ? 5 millions de morts. Il est vrai que la question de la nature « génocidaire » ou pas de ce drame absolu agite toujours la communauté historique mondiale : volonté criminelle d'extermination²⁷ ? idéologie marxiste²⁸ ? Pour sûr, c'est une manifestation désespérante d'une politique de colonisation, conçue depuis trois siècles.

La position de Poutine exprime son opposition à l'Ukraine indépendante qui, en 2006, qualifie officiellement le Holodomor de génocide, mais aussi à l'Europe, car le Parlement européen a qualifié, en 2008, le Holodomor de crime contre l'humanité.

Mais Poutine lui-même ne résiste pas au *dénialisme*. Il n'arrive pas à admettre que l'Ukraine n'est pas illégitime à chercher à retrouver sa mémoire et à construire son récit national. Et l'Occident ou l'Europe n'ont rien à voir dans cette démarche qui consiste d'abord à sortir de l'historiographie soviétique en mettant en avant les crimes commis tant par l'hitlérisme que par le stalinisme. Quand Petro Porochenko promulgue, en 2015, les lois qui « interdisent les symboles soviétiques et condamnent le régime soviétique » (ce qui va se traduire par le déboulonnage de plusieurs statues de Lénine), Moscou fait part de son hostilité. Ce qui pose problème est la mise en équivalence des « régimes totalitaires communiste et nazi » : un débat qui agite encore le milieu des historiens. On observe le même phénomène en Roumanie, par exemple : cette double victimisation entraîne un évitement grave du rôle de l'Ukraine et des Ukrainiens dans la destruction des Juifs d'Europe.

Voici un exemple de la tardiveté de la mémoire ukrainienne à intégrer cette dimension majeure de l'histoire de l'Europe au XX^e siècle. Près de Kiev, les 29 et 30 septembre 1941, 33 771 Juifs sont exécutés par les Einsatzgruppen allemands. Les victimes juives sont présentées comme des « citoyens soviétiques pacifiques » sans mention de leur judéité. Pendant des décennies, les rassemblements de commémoration sont interdits dans le ravin où ce massacre a eu lieu. La publication en 1961 du poème « Babi Yar » par le poète russe contestataire Evgueni Evtouchenko fut un choc : il révélait que les victimes ont été exterminées parce que juives et il évoquait les pogroms en Russie. En 1966, les autorités soviétiques érigent sur place un monument qui ne mentionne toujours pas les

Cette double victimisation entraîne un évitement grave du rôle de l'Ukraine et des Ukrainiens dans la destruction des Juifs d'Europe.

²⁵ L'assemblée constitutive de Memorial-Schweiz/Memorial Suisse s'est tenu le 17 juin 2023 à Berne, au centre culturel PROGR (Kleine Bühne), Waisenhausplatz 30.

²⁶ Édouard Herriot, *Orient*, Hachette, 1934.

²⁷ Anne Applebaum, *Red Famine: Staline's War on Ukraine*, New-York: Doubleday, 2017.

²⁸ Robert Conquest, *Harvest of Sorrow, Soviet Collectivization and the Terror-Famine*. Oxford: Oxford University Press, 1986 (traduction française : *Sanglantes moissons*, Paris, Robert Laffont, 1995).

victimes juives. Il faut attendre 1991 (après la chute de l'URSS) pour le gouvernement ukrainien autorise la création d'un monument spécifique à ces victimes (en septembre 2001, soit 70 ans après les faits).

Vladimir Poutine, à l'instar certainement de la majorité des Russes, s'oppose à la relecture nationale de l'histoire ukrainienne car elle met en cause un récit, auquel il croit peut-être, dans lequel la Russie soviétique apparaît comme la bienfaitrice de l'Ukraine. En effet, la narration historique, très composite, de Poutine présente une originalité contre-intuitive, qui renverse l'ordre des facteurs. Il entend présenter la Russie comme une victime de la politique soviétique et l'Ukraine comme son bénéficiaire.

Il s'appuie sur le sort de la Transcarpatie, qui, après la dislocation de l'Autriche-Hongrie en 1919, s'est retrouvée en Tchécoslovaquie. Celle-ci, par suite du traité soviéto-tchécoslovaque du 29 juin 1945, consent à céder cette région à l'URSS, l'URSS cherchant une frontière avec la Hongrie. Un cadeau (forcé) à Staline. Mais Poutine parle de « libération ». Et de citer la *Pravda* qui, à l'été 1945, annonce la réunification historique de cette région « avec sa patrie de longue date, l'Ukraine ». En effet, depuis la chute de l'URSS en 1991, la Transcarpatie fait partie de l'Ukraine indépendante. Comprendre : c'est grâce à la Russie soviétique que l'Ukraine a pu se réunir et recouvrer sa liberté. Poutine évoque également deux autres exemples de gains territoriaux obtenus par l'Ukraine : la partie de la Bessarabie, occupée par la Roumanie en 1918, qui a été rattachée à l'Ukraine soviétique en 1940, et la Bucovine du Nord. Double conclusion de Poutine : premièrement, « l'Ukraine moderne est entièrement le fruit de l'ère soviétique » ; deuxièmement, elle a été « créée dans une large mesure aux dépens de la Russie historique ». Comprendre : l'Ukraine a une dette à l'égard de la Russie et la Russie veut le bien de l'Ukraine. En même temps, Poutine semble condamner ces « généreux cadeaux territoriaux ». Il critique la dimension non-nationaliste de la vision du monde des Bolcheviques qui, rêvant d'une révolution mondiale portant disqualification des « États-nations », « considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour des expérimentations sociales ». Cela a conduit à définir « arbitrairement » les frontières. Conclusion : « Une chose est claire : la Russie a en fait été dépouillée ».

Mais le récit de Poutine oublie de mentionner que la pacification et la réintégration de l'Ukraine occidentale, où des maquis armés ont subsisté jusqu'à cinq ans après le conflit mondial, a été d'une rare violence (déplacements de populations, persécutions religieuses à l'égard des uniates notamment). Pas un mot non plus sur les 400 000 Tatars chassés de Crimée en 1944 par le pouvoir soviétique, car suspects de collaboration avec les nazis. Pour comprendre pourquoi la réappropriation de la mémoire ukrainienne passe par un inventaire critique de la période soviétique, il faut évoquer, entre autres, un événement historique que Poutine passe sous silence. Il s'agit des massacres commis par les Soviétiques sur les Ukrainiens. On a retrouvé des dizaines de milliers de victimes ensevelies dans la forêt de Bykivnya non loin de Kiev. Aujourd'hui, un musée-mémorial conserve la trace de ce lieu de la terreur soviétique : un territoire secret

accordé en 1937 par la ville de Kiev au NKVD où les Ukrainiens « dissidents » était éliminés sur simples aveux. C'est seulement en 1988 qu'un monument est érigé dans cette forêt, mais son inscription est mensongère : « Victimes des envahisseurs fascistes ». Une enquête est lancée en 1989 et en 2001 un parc mémorial est créé²⁹.

C'est parce que l'Ukraine aurait bénéficié des largesses territoriales de l'URSS que Poutine n'a pas hésité à ravir la Crimée à l'Ukraine en 2014, alors que Nikita Khrouchtchev, en 1954 précisément, offrit la Crimée à l'Ukraine. Dans son article, le chef du Kremlin admet que, à la faveur des guerres

C'est « un pays très complexe en termes de composition territoriale, nationale, linguistique, concernant l'histoire de sa formation ».

contre l'Empire ottoman, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Russie « rattacha la Crimée et les terres le long de la mer Noire », appelées « Novorossia » (nouvelle Russie), mais il estime que ces terres étaient « peuplées par des personnes venues de toutes les régions russes ». En 2013, quelques mois avant l'annexion de la Crimée, Poutine justifiait ce qui allait se produire au nom de l'idée selon laquelle « nous sommes un seul peuple » et « l'Ukraine est une partie de notre grand monde russe ». Il n'est pas contestable que la population de la Crimée est très majoritairement russophone et il ne faut pas oublier que, en mai 1992, le parlement de Crimée a voté une déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine. À l'évidence, l'Ukraine n'est pas un bloc homogène.

Arrivant à l'époque très contemporaine, Poutine déplore l'ingratitude de l'Ukraine à l'égard de la Russie post-communiste : celle-ci a reconnu l'Ukraine et l'a aidée, sur le plan économique (le faible prix du gaz, par exemple), à devenir « vraiment indépendant ». C'est l'occasion d'affirmer que, sur ce plan aussi, il y a une unité et une profondeur des relations entre les deux pays qui « pourrait aujourd'hui faire l'envie des pays de l'UE » : « L'Ukraine et la Russie ont évolué comme un seul système économique depuis des décennies, des siècles. » Pourquoi, alors, remarque l'auteur de l'article, l'Ukraine est-elle devenue « le pays le plus pauvre d'Europe », en-dessous de la République d'Albanie, de la République de Moldavie et du Kosovo ? La faute incombe aux « autorités ukrainiennes », à la « faiblesse chronique des institutions étatiques », mais aussi à l'Union européenne qui a refusé de discuter des affaires commerciales et économiques sur le « format Ukraine-Russie-UE ». Il faut sous-entendre : « Moi, Poutine, je vais vous libérer de ces politiciens incapables et je vais sauver le peuple ukrainien ».

La Russie, garante de la « souveraineté » de l'Ukraine ?

La fin de son article mérite attention car s'y exprime un niveau rarement atteint de cynisme. En effet Vladimir Poutine, qui sait que la guerre est imminente et qu'il va aggraver sous peu

²⁹ Jean-Pierre Filiu, « Les fantômes de la terreur stalinienne aux portes de Kiev », *Le Monde*, 5 mars 2023. On observe un cas semblable, découvert récemment près de l'aéroport d'Odessa :

29 fosses contenant les restes de quelque 5 000 à 8 000 personnes.

l'Ukraine, évoque l'idée de « partenariat » et se pose en garant de la « souveraineté » ukrainienne :

« Je suis convaincu que c'est en partenariat avec la Russie que la véritable souveraineté de l'Ukraine est possible. Nos liens spirituels, humains, civilisationnels se sont tissés depuis des siècles, remontent aux mêmes sources, se sont durcis par les épreuves, les réalisations et victoires communes. Notre parenté se transmet de génération en génération. Elle est dans les cœurs, dans la mémoire des personnes vivant dans la Russie et l'Ukraine modernes, dans les liens du sang qui unissent des millions de nos familles. Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et performants. Car nous formons un seul peuple. »

Poutine présente la Russie comme la protectrice de l'Ukraine. C'est à ce moment qu'il accepte de reconnaître ses fragilités : c'est « un pays très complexe en termes de composition territoriale, nationale, linguistique, concernant l'histoire de sa formation ». C'est le seul passage de son article qui mériterait considération. En effet, de nombreux dialectes vivent à l'intérieur de la langue ukrainienne, les deux principaux étant le galicien et le volhynien, deux régions de l'Ouest qui ont rejeté militairement le joug soviétique et qui sont culturellement et historiquement liées à l'Europe « médiane »³⁰. À l'instar de la Galicie, avec sa capitale Lviv, qui a été très influencée par l'empire des Habsbourg et a pu développer un « monde mental à part »³¹ ou bien la Transcarpatie, où l'on ne comptait en 1993 que 3,9% de russophones. Un exemple de ce mouvement d'« indigénisation » (terme employé par Poutine) : en 1992, à Lviv, des écoles russophones ont été fermées contre le souhait des parents. Il y a bien une coupure entre (au moins) deux espaces, deux sociétés, deux histoires, deux imaginaires en Ukraine. Cette coupure a été réveillée et consolidée suite à l'indépendance. En Crimée, dans la foulée du référendum, se constitue en 1991 le RDK (Republican Movement of Crimea) qui entend lutter contre le « nationalisme » ukrainien, contre le « fascisme » ukrainien, et militer pour l'indépendance de la Crimée. Dès 1995, l'historien norvégien Paul Kolstoe avait pris acte de cette évolution divergente : « Western and Eastern Ukraine were drifting apart, ethnically and linguistically, with the west becoming ever less russians and the east ever more so ».

Tout se passe comme si Poutine pensait que cette complexité n'était pas gérable par l'Ukraine et qu'il lui fallait la tutelle de la Russie. Et c'est au nom de ces « liens » indestructibles qu'il va lancer une « opération spéciale » contre son propre peuple, puisque, pour lui, la Russie et l'Ukraine forment « un seul peuple ». Le mot « guerre » est par conséquent inapproprié,

« L'opinion publique russe reste encore persuadée aujourd'hui que l'Occident ne voulait pas tuer le communisme mais la Russie. » (Vladimir Fédorovski)

³⁰ Timothy Snyder (trad. de l'anglais par Olivier Salvatori), *La reconstruction des nations : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus, 1559-1999*, Gallimard, 2017.

³¹ Paul Kolstoe, *Russians. In the former soviet republics*, Indiana University Press, 1995, p. 173.

selon lui. Évoquant la « barrière » artificiellement établie (selon lui) entre les deux pays, il déclare, menaçant : « Nous ne l'accepterons jamais ». Outre les buts de guerre économiques et géopolitiques de cette guerre, il y a lieu de prendre en compte l'incapacité cognitive de Poutine et de bien des Russes à regarder l'Ukraine comme un pays indépendant sur le plan culturel et historique. Il faut dire aussi que les populations russes et ukrainiennes ont été mélangées. Une caractéristique structurante de ce pays qu'on ne saurait négliger est que les Russophones représentent 22% de la population ukrainienne et se trouvent à l'Est³². Plus de 20% des citoyens ont un lien familial avec des Ukrainiens. Dans son dernier livre, l'opposant Vladimir Fédorovski, influent diplomate sous Gorbatchev, rappelle que sa mère était russe et son père était un héros ukrainien de la Deuxième Guerre mondiale. L'écrivain rappelle la profondeur du sentiment anti-occidental chez les Russes depuis la chute de l'URSS : « L'opinion publique russe reste encore persuadée aujourd'hui que l'Occident ne voulait pas tuer le communisme mais la Russie »³³.

Cet imaginaire collectif doit être pris en compte si l'on veut analyser la politique de Poutine. Il fait fond sur cette doxa populaire lorsqu'il accrédite l'idée que « les pays occidentaux », depuis 2014, ne seraient intervenus dans les affaires intérieures de l'Ukraine que parce qu'ils auraient été atteints d'une « russophobie ouverte et agressive ». Dans cette logique paranoïde, toute aide de l'Occident à l'Ukraine ne peut que servir le « projet anti-Russie ». C'est par cette diabolisation de l'Occident qu'il en arrive à proposer un miroir inversé où l'Ukraine apparaît en « pays agresseur » et la Russie en pays victime. En évoquant l'action ukrainienne dans le Donbass (le non-respect des accords de Minsk), Poutine dénonce l'exploitation que fait l'Ukraine de son image de « victime d'agression extérieure » et de sa politique qui viserait à « marchander de la russophobie ».

Ce texte prépare les opinions à la guerre en offrant, par le détour de l'histoire, une légitimité à l'agression du « pays agresseur » : l'Ukraine ne s'appartenant plus de par sa « position d'otage volontaire de la géopolitique d'autrui » (il parle aussi de « protectorat »), la mission historique de la Russie est de la « libérer » pour la rendre à elle-même, pour lui permettre de recouvrer sa « souveraineté » en réintégrant la trinité protectrice et bienveillante dont la légitimité et la nécessité seraient certifiées par l'histoire. C'est cette vision paranoïde du monde, alimentée par une lecture instrumentale de l'histoire mais aussi, reconnaissons-le, par le non-soutien occidental à la Russie post-communiste, qui conduit à considérer qu'une Ukraine indépendante ne pourrait être qu'une « tête de pont tournée contre la Russie », pour reprendre les mots de Poutine, c'est-à-dire une menace.

L'incroyable et paradoxal axiome de Poutine pourrait être le suivant : être pour l'Ukraine, c'est être contre la Russie ; et c'est pourquoi la Russie s'attribue le droit de faire la guerre à son peuple frère qui est devenu « l'ennemi »³⁴. Au nom de l'histoire ?

³² Paul Kolstoe précise que 4 millions d'Ukrainiens ont abandonné leur langue natale au profit du russe.

³³ Vladimir Fédorovski, *Poutine, l'Ukraine. Les faces cachées*, Balland, 2022, p. 15.

³⁴ Voici, par exemple, un communiqué officiel russe du 466^e jour de l'invasion (4 juin 2023) : « Le matin du 4 juin, l'ennemi

Le discours de Poutine procède d'une double inversion et d'une double aporie :

- pays à protéger, dont il faudrait préserver la souveraineté, l'Ukraine devient le pays à soumettre, à violenter, à détruire ;
- le régime ukrainien, accusé d'être « fasciste » et « nazi » est censé être sauvé par le régime qui incarne l'idéologie dénoncée chez l'autre.

Mais qui est fasciste ? Et qu'est-ce que le fascisme ? Vladimir Poutine a oublié de se référer à l'Académie des sciences de Russie. En effet, le président Boris Eltsine avait demandé à l'Académie des sciences de définir le fascisme. En 1995, cette définition est livrée :

« Le fascisme est une idéologie et une pratique qui affirment la supériorité et l'exclusivité d'une nation ou d'une race particulière et qui visent à inciter à l'intolérance ethnique, à justifier la discrimination à l'encontre des membres d'autres peuples, à nier la démocratie, à établir le culte du leader national, à utiliser la violence et la terreur pour supprimer les opposants politiques et toute forme de dissidence, à justifier la guerre comme moyen de résoudre les conflits interétatiques. »

Cette définition ne permet-elle pas de caractériser à la fois le régime politique russe actuel³⁵ et la politique que l'État russe mène contre l'Ukraine ? Pour sûr, le nationalisme en Russie n'est pas marginal, il ne révèle pas une tendance « fasciste » au sens strict et ne se limite pas aux groupes d'extrême droite : il est porté par une force profonde qui structure une identité collective³⁶.

a lancé une offensive de grande envergure. » Reconnaître un « ennemi », c'est admettre qu'il y a guerre ; c'est la fin du mythe de l'« opération spéciale ».

³⁵ Marlène Laruelle, *Is Russia Fascist*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

³⁶ Marlène Laruelle, *Russian Nationalism. Imaginaries, Doctrines, and Political Battlefields*, Routledge, 2018.

